















Accord-cadre n° 2026-03 : Prestations d'accompagnement à la validation des acquis de l'expérience - Projet Expérience sans Frontières Hauts-de-France

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

C.C.P. N°2026-03

Procédure adaptée, en application de l'article R. 2123-1, 1° du Code de la commande publique

SYNTHÈSE DU CONTRAT

	<p>Accord-cadre à bons de commande mono-attributaire de services.</p> <p><u>Objet</u> : Prestations d'accompagnement à la validation des acquis de l'expérience – Projet Expérience Sans Frontières Hauts-de-France</p>
	<p><u>Acheteur</u> :</p> <p>GIP FCIP de Lille, connu sous le nom de marque « GIP ViaPro », 111 Avenue de Dunkerque 59000 - Lille</p>
	<p>Accord-cadre, à procédure adaptée, en application de l'article R. 2123-1, 1° du code de la commande publique</p> <p>CCAG applicable à l'accord-cadre : CCAG Fournitures Courantes et Services.</p>
	Départements Nord et Pas-de-Calais
	L'accord-cadre est subdivisé en deux lots.
	La durée d'exécution de l'accord-cadre est indiquée au sein de ce document.
	L'accord-cadre est à prix unitaires.
	L'accord-cadre n'est pas actualisable.
	L'accord-cadre inclut des considérations environnementales.
	L'accord-cadre inclut des considérations sociales.
	<p><u>Tranches</u> :</p> <p>L'accord-cadre n'est pas divisé en tranches.</p> <p><u>Prestations similaires</u> :</p> <p>Sans objet.</p> <p><u>Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)</u> :</p> <p>Sans objet.</p>
	L'accord-cadre n'est pas réservé à une profession particulière.

PARTIE 1.	DISPOSITIONS GÉNÉRALES	5
ARTICLE 1.	IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR	5
ARTICLE 2.	OBJET ET DECOMPOSITION DE L'ACCORD-CADRE	5
ARTICLE 3.	DURÉE DE L'ACCORD CADRE	5
ARTICLE 4.	TYPE D'ACCORD-CADRE	6
ARTICLE 5.	DOCUMENTS CONTRACTUELS	6
5.1.	PIÈCES CONTRACTUELLES	6
5.2.	PIÈCES GÉNÉRALES	6
ARTICLE 6.	ASSURANCES	6
ARTICLE 7.	INTERVENANTS	7
7.1.	SOUS-TRAITANCE	7
7.2.	GROUPEMENT D'OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES	7
PARTIE 2.	CLAUSES TECHNIQUES	9
ARTICLE 8.	CONTEXTE	9
ARTICLE 9.	DESCRIPTION TECHNIQUE DES PRESTATIONS ATTENDUES	9
9.1	OBJET DU MARCHÉ	9
9.2	DESCRIPTION ET TYPOLOGIE DES PRESTATIONS	9
9.3	MOBILISATION D'EXPERTS	9
9.4	PUBLICS BÉNÉFICIAIRES	9
9.5	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES ET PÉRIODE D'EXÉCUTION	9
9.6	LIEUX D'EXÉCUTION	10
LES PRESTATIONS AURONT LIEU PRINCIPALEMENT À LILLE ET ROUBAIX POUR LE LOT 1 ET À ARRAS POUR LE LOT 2. UNE MODALITÉ D'INTERVENTION À DISTANCE PEUT ÊTRE MOBILISÉE À TITRE EXCEPTIONNEL EN CAS DE BESOINS SPÉCIFIQUES DU DEMANDEUR		10
9.7	CERTIFICATIONS ET DOMAINES PROFESSIONNELS CONCERNÉS	10
9.8	LIVRABLES ATTENDUS	10
9.9	OUTILS NUMÉRIQUES ET MOYENS MIS À DISPOSITION	10
PARTIE 3.	MODALITÉS D'EXÉCUTION	12
ARTICLE 10.	MODALITÉS DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES	12
10.1	REPRÉSENTATION DU TITULAIRE	12
10.2	REPRÉSENTATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR	12
ARTICLE 11.	EXÉCUTION DES PRESTATIONS	12
11.1	MODALITÉS DE COMMANDE	12
11.2	DÉLAIS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	12
ARTICLE 12.	OPERATIONS DE VERIFICATIONS	13
12.1	GÉNÉRALITÉS	13
12.2	MODALITÉS DE VÉRIFICATION	13
ARTICLE 13.	OBLIGATIONS ET ENGAGEMENTS EN MATIERE DE RESPONSABILITE SOCIETALE DES ENTREPRISES	13
ARTICLE 14.	PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	15
ARTICLE 15.	CLAUDE DE RÉEXAMEN	15
PARTIE 4.	PRIX ET MODALITÉS DE PAIEMENT	16
ARTICLE 16.	CARACTÉRISTIQUES DES PRIX DE L'ACCORD-CADRE	16
ARTICLE 17.	AVANCE	16
ARTICLE 18.	MODALITÉS DE PAIEMENT	17
18.1	PRÉSENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	17
18.2	DÉLAI GLOBAL DE PAIEMENT	17
PARTIE 5.	DÉFAILLANCE DANS L'EXÉCUTION	18
ARTICLE 19.	PÉNALITÉS	18
ARTICLE 20.	MESURES COERCITIVES	19

ARTICLE 21. CAS DE RÉSILIATION	19
ARTICLE 22. LIQUIDATION.....	19
ARTICLE 23. LITIGES ET DIFFÉRENDS.....	20
23.1 RÈGLEMENT AMIABLE DES LITIGES	20
23.2 JURIDICTION COMPÉTENTE	20
PARTIE 6. DÉROGATIONS AU CCAG.....	21
ANNEXE 1 - CONTRAT DE PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES.....	22

PARTIE 1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1. IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

GROUPEMENT D'INTERET PUBLIC FORMATION CONTINUE ET INSERTION PROFESSIONNELLE DE LILLE	
Adresse : 111 avenue de Dunkerque CS 10023	Code postal : 59009 Lille Cedex
Ville : LILLE	Pays : France
Adresse internet : http://monavenirpro-hdf.fr/	

ARTICLE 2. OBJET ET DECOMPOSITION DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre a pour objet la prestation d'accompagnement à la validation des acquis de l'expérience incluant plus précisément :

- l'accompagnement individuel et/ou collectif,
- la préparation et aide à la rédaction du dossier de validation
- la préparation au jury.

Celui-ci est subdivisé en 2 lots comme suit :

N° du lot	Intitulé du lot
1	Prestations d'accompagnement dans la Métropole Européenne de Lille (MEL) – Lille et Roubaix
2	Prestations d'accompagnement à Arras

ARTICLE 3. DURÉE DE L'ACCORD CADRE

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée d'un (1) an à compter de la notification.

L'accord-cadre est reconductible tacitement une (1) fois à la date d'anniversaire et ce jusqu'au 31 décembre 2027. Date d'achèvement du dispositif Expérience Sans Frontières.

En cas de non-reconduction, l'acheteur en informe les titulaires au plus tard 2 mois avant l'échéance annuelle, par tout moyen conférant une date certaine de réception. La non-reconduction n'ouvre droit à aucune indemnisation du titulaire. Le titulaire reste cependant engagé jusqu'à la fin de la période en cours.

Les bons de commande peuvent être notifiés dès la notification de l'accord-cadre et jusqu'à l'expiration de celui-ci.

Aucun bon de commande ne pourra être notifié postérieurement à la date de fin de validité de l'accord-cadre.

ARTICLE 4. TYPE D'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre est un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire tel que défini aux articles R.2162-2 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du Code de la commande publique, sans montant minimum mais avec un montant maximum sur la durée totale de l'accord-cadre.

N° de lot	Montant minimum en € HT sur la durée totale de l'accord- cadre	Montant maximum en € HT sur la durée totale de l'accord- cadre
1	Sans minimum	51 000 €
2	Sans minimum	25 500 €

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 5. DOCUMENTS CONTRACTUELS

5.1. Pièces contractuelles

Pièces contractuelles de l'accord-cadre	
1	L'acte d'engagement (ATTRI1)
2	Les annexes financières à l'ATTRI1
4	Le cahier des clauses particulières (CCP) et son annexe
5	Le mémoire technique
6	Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

5.2. Pièces générales

Pièces générales de l'accord-cadre	
1	Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures et de services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021,
2	Les normes et règlements approuvés par arrêtés ministériels applicables aux prestations faisant l'objet de l'accord-cadre.
3	Le code de la commande publique
4	Le code du travail

ARTICLE 6. ASSURANCES

Le Titulaire (ou chaque membre du Groupement) est tenu de contracter et de maintenir pendant toute la durée des obligations contractuelles et/ou légales à ses frais les assurances de Responsabilité Civile et de Responsabilité Civile Professionnelle garantissant les conséquences

pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber (et/ou du fait d'éventuels sous-traitants) du fait ou à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre.

Par ailleurs, le Titulaire est tenu :

- De remettre une attestation d'assurance à l'Acheteur au plus tard à la date de notification du présent accord-cadre,
- De transmettre par la suite, sur demande de l'Acheteur, dans un délai maximum de quinze (15) jours calendaires à compter de l'envoi de la demande par l'Acheteur, et ce pendant toute la durée de l'accord-cadre, une attestation d'assurance,
- Fournir une attestation d'assurance au début de chaque année et ce, pendant toute la durée du présent accord-cadre.

En application du CCAG FCS approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, l'absence de fourniture d'une telle attestation pourra constituer un motif de résiliation du présent accord-cadre.

Sur simple demande de l'Acheteur, le Titulaire devra justifier à tout moment du paiement de ses primes d'assurances. Il est expressément entendu par le Titulaire que :

- Aucune limitation de garanties d'assurance en nature ou en montant ne sera opposable à l'Acheteur,
- L'existence d'assurances ne peut être considérée comme une quelconque limitation des responsabilités encourues et garanties dues par le Titulaire,
- La fourniture des justificatifs et l'engagement formel et écrit de se soumettre aux obligations imposées au présent article constituent un préalable à la conclusion de l'accord-cadre,
- Le Titulaire ne pourra répercuter à l'Acheteur aucun surcoût demandé par son assureur afin de délivrer des garanties conformes aux clauses du présent CCAP,
- Le Titulaire s'engage à répercuter des obligations identiques sur ses sous-traitants et à justifier à toute demande de l'Acheteur que lesdits sous-traitants se conforment aux obligations ci-dessus.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture, l'Acheteur se réserve le droit d'exiger de la part du Titulaire la souscription d'une assurance complémentaire à la charge exclusive du Titulaire et, en cas de non-respect, de résilier l'accord-cadre aux torts de ce dernier.

ARTICLE 7. INTERVENANTS

7.1. Sous-traitance

Le soumissionnaire indique dans son offre la part du marché qu'il a l'intention de sous-traiter ainsi que les sous-traitants proposés, si connus.

Pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le soumissionnaire joindra :

- Les pièces permettant de justifier des capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant lorsque le candidat ou l'un des membres du groupement candidat s'appuie sur la ou les capacités du sous-traitant proposé. Le candidat joindra à cet égard la preuve qu'il disposera des capacités de l'opérateur économique pour l'exécution du marché ;
- Une déclaration indiquant que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner aux marchés publics ;
- Le formulaire DC4 (déclaration de sous-traitance) dans sa dernière mise à jour dûment complété et signé.

7.2. Groupement d'opérateurs économiques

Conformément à l'article R. 2142-19 du code de la commande publique, les groupements d'opérateurs économiques peuvent participer à la présente consultation.

Lors de la remise de la candidature et de l'offre, la forme juridique du groupement est laissée à la libre appréciation des candidats.

Le groupement pourra prendre la forme soit d'un groupement conjoint, soit d'un groupement solidaire.

Quelle que soit la forme juridique du groupement retenue par les candidats, la composition du groupement devra être détaillée et l'un des opérateurs économiques membre du groupement sera désigné comme mandataire. Ce mandataire représentera l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis de l'acheteur et coordonnera les prestations des membres du groupement.

Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché public.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2142-26 du code de la commande publique, la composition du groupement ne pourra pas être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché.

Il pourra cependant être dérogé à ce principe en cas d'opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion ou d'acquisition touchant l'un des membres du groupement ou, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait. Le groupement pourra alors demander à l'acheteur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation en proposant, le cas échéant, à l'acceptation de l'acheteur, un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous-traitants ou entreprises liées.

L'acheteur se prononcera sur la recevabilité de cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants et entreprises liées présentées à son acceptation, au regard des conditions de participation qu'il a définies.

Les opérateurs économiques ne sont pas autorisés à candidater en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un groupement. Les opérateurs économiques ne sont pas autorisés à candidater en qualité de membres de plusieurs groupements.

PARTIE 2. CLAUSES TECHNIQUES

ARTICLE 8. CONTEXTE

Le projet EXPERIENCE SANS FRONTIERES est cofinancé par les fonds européens (FAMI - Fonds Asile, Migration et Intégration et le Ministère de l'Intérieur). Il a pour objectif l'insertion professionnelle des publics migrants par la valorisation de leurs diplômes ou compétences.

Ce projet prévoit la mise en place d'un accompagnement VAE, visant l'obtention d'une certification valorisable sur le marché du travail en France.

La première étape de faisabilité est assurée par le DAVA du GIP Via Pro, en tant qu'architecte accompagnateur de parcours. Les candidats sont ensuite orientés vers le prestataire retenu pour la réalisation de l'accompagnement.

ARTICLE 9. DESCRIPTION TECHNIQUE DES PRESTATIONS ATTENDUES

9.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet la mise en œuvre d'actions d'information, d'accompagnement et de sécurisation de parcours de validation des acquis de l'expérience (VAE) dans le cadre du projet « Expérience sans Frontières – Hauts-de-France ».

Les prestations visent à faciliter l'accès à la certification par la VAE pour des publics ciblés, dans une logique de mobilité professionnelle, d'ouverture territoriale et/ou transfrontalière, et de sécurisation des parcours professionnels.

9.2 Description et typologie des prestations

Accompagnement individualisé avec adaptation de la durée et des modalités selon les besoins de chaque bénéficiaire, d'un maximum de 24 heures.

Temps collectifs (ateliers de 3 heures avec au maximum 4 personnes)

Le parcours est d'une durée de 6 mois maximum et de 4 mois environ.

9.3 Mobilisation d'experts

Le titulaire devra mobiliser des professeurs, formateurs ou experts métiers qualifiés pour :

- analyser les expériences professionnelles et extra-professionnelles ;
- valoriser les activités en lien avec le référentiel du diplôme ou de la certification visée par la VAE par un appui méthodologique ;
- accompagner les bénéficiaires dans la préparation à l'épreuve proposée par la certification (passage devant le jury).

9.4 Publics bénéficiaires

Les prestations s'adressent exclusivement aux :

- Publics migrants hors Union européenne ;
- Personnes déplacées originaires d'Ukraine.

9.5 Nombre de bénéficiaires et période d'exécution

- **Volume estimé** : entre 45 et 60 bénéficiaires.
- **Durée** : jusqu'au **31 décembre 2027**.

9.6 Lieux d'exécution

Les prestations auront lieu principalement à Lille et Roubaix pour le lot 1 et à Arras pour le lot 2. Une modalité d'intervention à distance peut être mobilisée à titre exceptionnel en cas de besoins spécifiques du demandeur.

9.7 Certifications et domaines professionnels concernés

Les prestations d'accompagnement portent sur **les certifications référencées sur France VAE**, pour lequel le GIP ViaPro est architecte accompagnateur de parcours, incluant notamment :

- diplômes de l'Éducation nationale et diplômes co-signés ;
- Diplômes d'État du domaine de la santé délivrés par le ministère de la santé, des familles, de l'autonomie et des personnes handicapées ;
- titres professionnels du ministère du travail et des solidarités ;
- titres à finalité professionnelle ;
- certificats de qualification professionnelle (CQP).

Toutes les prestations devront se faire en français.

9.8 Livrables attendus

Le titulaire devra fournir :

1. un livret VAE complété pour chaque bénéficiaire ;
2. des feuilles d'émargement signées pour chaque séance ou entretien individuel ;
3. les questionnaires de satisfaction à chaud, avec analyse synthétique des résultats ;

Tous les livrables doivent être fournis dans des formats exploitables et respecter la confidentialité et le RGPD conformément à l'annexe 1 jointe au CCP.

9.9 Outils numériques et moyens mis à disposition

Le titulaire devra mettre à disposition des bénéficiaires les outils numériques et moyens matériels nécessaires à la bonne réalisation des prestations, et notamment :

- Le prestataire devra disposer d'un bureau d'accueil du public et d'un lieu adapté pour les ateliers collectifs. Ces lieux devront être accessibles en transports en commun ;
- Le matériel informatique et les outils bureautiques requis pour la rédaction du dossier de validation ;
- L'accès à un centre de ressources, permettant :
 - Des phases de travail en autonomie encadré ou libre ;
 - Des temps d'accompagnement en visioconférence, en cas de besoins spécifiques.
- La mobilisation d'outils numériques facilitant l'expression écrite, notamment pour les publics présentant des difficultés linguistiques, tels que des dispositifs de dictée vocale ou outils équivalents.

Ces outils devront être adaptés aux besoins spécifiques des publics migrants et des bénéficiaires ukrainiens, et utilisés dans le respect des règles de confidentialité et de protection des données personnelles.

- Le prestataire devra disposer d'un bureau d'accueil du public et d'un lieu adapté pour les ateliers collectifs. Ces lieux devront être accessibles en transport en commun (faible mobilité du public participant).

ARTICLE 10. MODALITÉS DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES

10.1 Représentation du titulaire

L'acheteur s'engage à fournir au titulaire, pour la réalisation des prestations qui lui sont confiées, toutes les informations nécessaires à la bonne exécution du marché.

Le titulaire s'engage à désigner dès la notification du marché, le nom, les coordonnées professionnelles et les références de la personne chargée de conduire et de diriger l'exécution de l'ensemble des prestations en son nom.

La bonne exécution du marché suppose que le titulaire affecte à l'ensemble du projet un seul responsable chargé de le représenter auprès de l'acheteur quelle que soit la nature des problèmes évoqués.

Ce responsable désigné par le titulaire est l'unique interlocuteur du GIP FCIP pendant toute la durée du marché : en cas d'empêchement ou de remplacement de ce responsable en cours de marché, le titulaire en avise sans délai le GIP FCIP et lui indique les noms, coordonnées et références professionnelles du nouveau responsable.

10.2 Représentation du pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est le GIP FCIP de Lille, également connu sous son nom commercial « GIP ViaPro ».

Le représentant du pouvoir adjudicateur est le directeur du GIP FCIP de Lille ou toute personne habilitée par délégation pour l'exécution de l'accord-cadre.

Il reçoit du titulaire les pièces concrétisant la réalisation des prestations ainsi que tous les documents permettant le règlement des prestations. Il procède ainsi aux opérations de vérification et d'admission des prestations réalisées et aux validations des factures.

ARTICLE 11. EXÉCUTION DES PRESTATIONS

11.1 Modalités de commande

Les demandes sont réalisées au fur et à mesure de l'identification du besoin et font l'objet de bon de commande.

Le titulaire de l'accord-cadre désignera un ou plusieurs interlocuteurs dédiés à la gestion des demandes émises par le GIP FCIP de Lille, pouvoir adjudicateur.

11.2 Délais d'exécution des prestations

Le délai maximum attendu de traitement d'une commande est de trois (3) jours ouvrés maximum à compter de l'accusé de réception de la demande de prestation envoyée par le GIP FCIP au titulaire. Si l'accusé de réception de la demande intervient le jour J après 18h00, le délai de réponse court à compter du prochain jour ouvré à 9h00.

Un bon de commande émis peut être annulé par la notification d'une annulation. Le titulaire sera uniquement rémunéré pour la part des prestations effectivement réalisées, sous réserve de produire les justificatifs correspondants, et ne pourra prétendre à aucune indemnité.

Un bon de commande émis peut être modifié par notification d'une modification au titulaire, si celle-ci concerne l'exécution des prestations (notamment le report par le pouvoir adjudicateur d'une date d'exécution ou de rendu des livrables). Si la modification concerne l'objet même des prestations ou leur quantité, le bon de commande fera l'objet d'une annulation notifiée au titulaire par le pouvoir adjudicateur qui émettra un nouveau bon de commande prenant en compte ces modifications.

Dans le cadre de son offre technique, le soumissionnaire présentera sa méthodologie d'optimisation des délais ci-dessus, en proposant ses propres délais maximums, dans le respect de ceux ci-dessus, et sera évalué en conséquence. Les délais proposés par le titulaire du marché dans le cadre de son offre remplaceront les délais ci-dessus.

ARTICLE 12. OPERATIONS DE VERIFICATIONS

12.1 Généralités

Le titulaire exécute les prestations concernées dans les délais fixés par les documents contractuels.

Le GIP FCIP dispose d'un délai de deux mois pour procéder aux vérifications et notifier sa décision d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet.

A l'issue de ces délais, le GIP FCIP ou son représentant prend l'une des mesures prévues à l'article 28 du CCAG (réception/admission, ajournement, réfaction, rejet).

La réception/admission est constatée de manière expresse par le pouvoir adjudicateur dans les conditions indiquées ci-dessous.

En cas de non-validation des prestations, l'administration transmet au titulaire les raisons qui ne lui permettent pas de les valider. Le titulaire prépare, dans un délai fixé par le pouvoir adjudicateur, les solutions susceptibles de mener à la bonne réalisation des prestations demandées.

En cas de validation des prestations, celle-ci peut prendre diverses formes selon la nature de la prestation ou du livrable concernés (PV d'admission, attestation de service fait, etc.).

L'admission des prestations peut également se faire avec réfaction.

12.2 Modalités de vérification

Les opérations de vérification et d'admission s'effectuent en application de l'article 29 du CCAG.

Le délai de vérification court à compter de la date de livraison ou d'exécution des prestations concernées au pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur dispose à compter de l'exécution, du délai indiqué dans le CCAG pour vérifier celles-ci (vérification quantitative et qualitative).

ARTICLE 13. OBLIGATIONS ET ENGAGEMENTS EN MATIERE DE RESPONSABILITE SOCIETALE DES ENTREPRISES

13.1 Détachement de salariés

Conformément à la loi n°2014-790 du 10 juillet 2014, avant le détachement d'un salarié dans les conditions mentionnées aux articles L. 1262-1 et L. 1262-2 du code du travail, le titulaire, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, justifie auprès du maître d'ouvrage, par courrier, qu'il s'est acquitté de ses obligations mentionnées aux I et II de l'article L. 1262-2-1 du code du travail, avant chaque détachement d'un ou plusieurs salariés, en fournissant une copie :

- De la déclaration de détachement transmise à l'unité territoriale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi du lieu où débute la prestation ;
- Du document désignant un représentant de l'entreprise sur le territoire national, chargé d'assurer la liaison avec les agents de contrôle compétents mentionnés à l'article L. 8271-1-2 pendant la durée de la prestation.

En outre, cette déclaration doit être annexée au registre unique du personnel de l'entreprise qui accueille les salariés détachés.

Conformément à la loi n°2014-790 du 10 juillet 2014, le titulaire, s'il réalise un bilan social, doit y faire figurer le nombre de salariés détachés et le nombre de travailleurs détachés accueillis ainsi que les conditions de vie des salariés et de leurs familles dans la mesure où ces conditions dépendent de l'entreprise.

13.2 Conditions de travail

a) Lutte pour l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes

Le titulaire et ses cotraitants veillent à l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes dans le travail, ce qui implique le respect par lui de plusieurs principes :

- Interdiction des discriminations en matière d'embauche (Article L1132-1 du code du travail) ;
- Absence de différenciation en matière de rémunération et de déroulement de carrière (Article L1132-1 du code du travail) ;
- Obligations vis-à-vis des représentants du personnel (élaboration d'un rapport écrit et négociation) (Articles L2323-57 et L. 2323-47 du code du travail) ;
- Information des salariés et des candidats à l'embauche et mise en place de mesures de prévention du harcèlement sexuel dans l'entreprise (Articles L1153-1 à L. 1153-6 du code du travail).

b) Lutte contre les discriminations envers les travailleurs handicapés

Le titulaire et ses co-traitants, s'ils sont concernés, se conforment à l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés et aux obligations administratives qui s'y rattachent (Articles L5212-1 à L. 5212-4 du code du travail).

c) Lutte contre le travail illégal

Le titulaire, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, est tenu de tout mettre en œuvre pour lutter contre le travail dissimulé, notamment en faisant application des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5. du code du travail.

d) Lutte pour la santé et la sécurité des salariés

Le titulaire et ses co-traitants sont tenus d'offrir des conditions d'hébergement collectif compatibles avec la dignité humaine, et de respecter les normes prises en application de l'article L. 4111-6 du code du travail.

Ils sont tenus de payer en totalité le salaire minimum légal ou conventionnel dû au salarié comme prévu à l'article L3245-2 du code du travail.

Le titulaire et ses co-traitants s'engagent à aviser ses sous-traitants directs ou indirects que les mêmes obligations leurs sont applicables. Il reste responsable de leur respect pendant toute la durée du marché.

13.3 Clause environnementale

Le titulaire s'engage à respecter les principes du développement durable dans l'exécution du présent marché, conformément aux dispositions de l'article L.2111-1 du Code de la commande publique. À ce titre, il met en œuvre toutes les mesures nécessaires visant à réduire l'impact environnemental de ses prestations.

ARTICLE 14. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Conformément au chapitre VI du CCAG Fournitures courantes et services, le titulaire accorde à l'acheteur les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché.

ARTICLE 15. CLAUSE DE RÉEXAMEN

Dans un souci d'optimisation et d'adaptation des prestations au regard des besoins de l'acheteur, une clause de réexamen est prévue pour permettre une révision concertée de l'organisation mise en place pour l'exécution du présent marché.

15.1 Objet de la clause de réexamen

Cette clause vise à adapter les modalités organisationnelles des prestations du marché en fonction des retours d'expérience, des évolutions techniques, ou des besoins exprimés par l'acheteur, sans remettre en cause l'objet principal ni les conditions économiques du marché.

15.2 Déclenchement de la révision

La révision de l'organisation des prestations peut être engagée dans les cas suivants :

- Lors de la survenance de difficultés constatées dans l'exécution des prestations, signalées par l'une ou l'autre des parties ;
- À la demande de l'acheteur, en vue de l'amélioration du service rendu aux bénéficiaires ;
- En cas de modification réglementaire ou technique impactant l'organisation prévue dans le marché.

15.3 Modalités de mise en œuvre

La révision est engagée à l'initiative de l'une ou l'autre des parties par notification écrite adressée à l'autre partie.

Une réunion de concertation est organisée dans un délai de 15 jour ouvré suivant la notification, réunissant les représentants de l'acheteur et du titulaire.

Les parties s'efforcent d'aboutir à une solution concertée, formalisée par un avenant au marché.

15.4 Effet des modifications

Toute modification validée dans le cadre de la présente clause s'applique à compter de la notification de l'avenant au titulaire.

15.5 Limite de la clause

La clause de réexamen ne peut être utilisée pour introduire des modifications substantielles au marché, au sens des articles L. 2194-1 et suivants du Code de la Commande publique, sauf si un nouveau marché est conclu conformément à la réglementation applicable.

PARTIE 4. PRIX ET MODALITÉS DE PAIEMENT

ARTICLE 16. CARACTÉRISTIQUES DES PRIX DE L'ACCORD-CADRE

La rémunération du présent accord-cadre se fait sur la base de prix unitaires.

Les prix seront fermes et non actualisables au sens des articles R. 2112-9 et R. 2112-10 du Code de la commande publique.

Les prix sont établis hors taxe ou nets de taxe et en euros en tenant compte de l'ensemble des éléments nécessaires à l'achèvement complet des prestations telles qu'elles sont décrites dans le CCP.

Conformément au CCAG-FCS approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 : « Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, (...), à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à l'application de l'article 17.4, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires. »

ARTICLE 17. AVANCE

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option A du CCAG-FCS.

Conformément aux dispositions des articles R2191-3, R2191-5 et R2191-6 à R2191-10 du Code de la Commande Publique, et sauf refus du titulaire dans l'acte d'engagement et en l'absence de mesures conjoncturelles contraires, une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à 2 mois.

Pourcentage de l'avance versé au titulaire du présent marché (article 11.1 du CCAG option A) :

- 10 % pour les titulaires autres que les PME.
- 20% si le titulaire est une PME.

Conditions de versement et de remboursement :

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la Commande publique.

ARTICLE 18. MODALITÉS DE PAIEMENT

18.1 Présentation des demandes de paiement

La transmission des factures sera effectuée sous un format électronique, conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du Code de la commande publique.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr/>).

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'État pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture
- La mention « GIP FCIP de Lille »
- L'Adresse « 111 avenue de Dunkerque 59009 Lille cedex »
- La mention « Accord-cadre 2026-03 »
- Le numéro de compte bancaire ou postal du titulaire tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture
- Le numéro du bon de commande correspondant au numéro de l'engagement juridique attribué par le système informatique
- La date d'exécution des prestations
- Le prix unitaire hors taxes des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire
- Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Ainsi, lorsqu'une facture lui est transmise en dehors du portail de facturation, l'acheteur pourra la rejeter après avoir informé le titulaire par tout moyen de son obligation de transmettre ses factures par l'intermédiaire de ce portail et l'avoir invité à utiliser le portail de facturation.

Le titulaire sera averti par tout moyen donnant date certaine de l'envoi des raisons qui s'opposent au paiement. La répétition d'erreurs sur les factures entraînera leur rejet systématique sans que l'acheteur soit tenu de procéder à la rectification de chaque prix. Les conséquences de ces négligences seront supportées par le titulaire sans qu'il puisse prétendre de ce fait aux intérêts moratoires.

18.2 Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

PARTIE 5. DÉFAILLANCE DANS L'EXÉCUTION

ARTICLE 19. PÉNALITÉS

Cet article déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.

Les pénalités, et les réfections le cas échéant, prévus au présent article sont cumulables.

Le titulaire a connaissance du montant des pénalités à verser par voie de lettre recommandée avec accusé de réception ou par messagerie sécurisée via la plate-forme des achats de l'État.

Les pénalités sont directement imputées sur les sommes dues au titre des prestations déjà effectuées, si elles n'ont pas été payées, ou sur les sommes dues au titre des prestations à venir jusqu'à apurement du solde.

En cas de difficultés prévisibles dans l'exécution d'une prestation, le titulaire en avertit le pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais par un courrier électronique motivé explicitant de manière détaillée la nature de ces difficultés.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, les pénalités sont calculées selon les modalités suivantes :

Pénalité	Montant
Pénalité pour retard dans l'exécution des prestations par le titulaire	Une pénalité de 300 € par jour ouvré de retard est appliquée, dans la limite de 10 % du montant HT du bon de commande concerné.
Non-respect du délai de réponse aux réclamations écrites adressées par l'acheteur relatives à l'exécution des prestations	40€ par jour de retard à compter de l'expiration du délai prévu au sein du CCP
Pénalités pour non-respect de la législation du travail	En cas de non-respect des formalités mentionnées aux articles L.8221-1, L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, le Titulaire encourt une pénalité dont le montant est égal à 10 % du montant TTC des bons de commande émis par l'Acheteur et à la date à laquelle l'Acheteur a eu connaissance de l'infraction commise et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L.8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.
Absence de prise en compte d'un bon de commande (refus injustifié ou silence)	300€ par bon de commande
Pénalité en cas de non-conformité aux dispositions du RGPD, telles que définies à l'annexe RGPD	500€ par manquement, sans préjudice des actions ou sanctions pouvant être engagées par les autorités compétentes.
Non-production ou de production tardive des livrables exigés au titre du suivi, du contrôle ou de la justification des financements	300€ par livrable manquant ou transmis hors délai

européens,	
Manquement à l'obligation de confidentialité prévue au marché	500€ par manquement

ARTICLE 20. MESURES COERCITIVES

Conformément à l'article 45 du CCAG FCS, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché pour faute du titulaire, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

ARTICLE 21. CAS DE RÉSILIATION

Les dispositions du chapitre V du titre IX du livre 1er de la 2ème partie du code de la commande publique s'appliquent.

Principes généraux :

Conformément à l'article 38 du CCAG fournitures courantes et services, l'acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 40, soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG fournitures courantes et services, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 39 du CCAG fournitures courantes et services. L'acheteur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 42 du CCAG fournitures courantes et services.

Résiliation pour événements extérieurs au marché :

Les dispositions de l'article 39 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Résiliation pour événements liés au marché :

Les dispositions de l'article 40 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Résiliation pour faute du titulaire :

Les dispositions de l'article 41 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Résiliation pour motif d'intérêt général :

Les dispositions de l'article 42 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

ARTICLE 22. LIQUIDATION

Décompte de résiliation :

Les dispositions de l'article 43 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Remise des prestations et des moyens matériels permettant l'exécution des marchés :

Les dispositions de l'article 44 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

ARTICLE 23. LITIGES ET DIFFÉRENDS

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 46 du CCAG des marchés publics de Fournitures Courantes et de Services.

23.1 Règlement amiable des litiges

En application des dispositions de l'article 46 du CCAG FCS, en cas de litige ou de désaccord qui pourrait survenir, notamment quant à l'interprétation ou l'exécution du présent marché, et avant toute saisine des juridictions compétentes, les parties feront leurs meilleurs efforts pour trouver une solution amiable.

S'agissant de la formalisation de la réclamation et des modalités de règlement, les dispositions de l'article 46 du CCAG FCS relatif aux différends entre les parties s'appliquent.

23.2 Juridiction compétente

Le Tribunal Administratif de Lille est seul compétent pour régler tout litige lié à l'exécution du présent marché :

Tribunal Administratif de Lille
5 rue Geoffroy Saint-Hilaire CS 62039
59014, Lille Cedex
Téléphone : (+33) 3 59 54 23 42
Courriel : greffe.ta-lille@juradm.fr
Fax : (+33) 3 59 54 24 45
Adresse internet : <http://lille.tribunal-administratif.fr>

Le droit français est seul applicable.

PARTIE 6. DÉROGATIONS AU CCAG

Articles du CCAP par lesquels sont introduites les dérogations		Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé
Article 19	Pénalités	Article 14

ANNEXE 1 - CONTRAT DE PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

La présente Annexe a pour objet de décrire les obligations respectives des Parties en matière de Données personnelles et fait partie intégrante du Cahier des clauses particulières (CCP).

Préambule : Définitions spécifiques

Données personnelles : désigne toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable ; est réputée être une «personne physique identifiable» une personne physique qui peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant, tel qu'un nom, un numéro de téléphone, une adresse email, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne, ou à un ou plusieurs éléments spécifiques propres à son identité physique, physiologique, génétique, psychique, économique, culturelle ou sociale.

Traitement : désigne toute opération ou tout ensemble d'opérations qui est réalisé sur les Données à Caractère Personnel, de manière automatisée ou non, tels que la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication par transmission, la diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, le rapprochement ou l'interconnexion, le verrouillage, l'effacement ou la destruction.

Fichier : désigne tout ensemble structuré de Données personnelles, accessible selon les critères déterminés dans la présente Annexe, que cet ensemble soit centralisé, décentralisé, ou réparti de manière fonctionnelle ou géographique.

Instruction : désigne toute instruction écrite ou par saisie de données, reçue par le titulaire de la part du GIP FCIP en vertu du Marché et notamment de la présente Annexe, et, le cas échéant, des avenants conclus entre le titulaire et le GIP FCIP et ayant pour objet le traitement de Données personnelles.

Responsable de Traitement : désigne la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui, seul ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens du traitement ; dans le cadre du Marché, le Responsable de Traitement est le GIP FCIP.

Sous-traitant : désigne la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des Données personnelles pour le compte du Responsable du Traitement ; dans le cadre du présent marché, le Sous-traitant est le titulaire. Le terme de sous-traitant est à ne pas confondre avec le terme de sous-traitant au sens de la réglementation de la commande publique.

1. Objet

Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le sous-traitant s'engage à effectuer pour le compte du responsable de traitement les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

2. Durée

Le présent accord entre en vigueur à compter de la notification du présent marché et jusqu'à sa date de fin.

3. Protection du traitement des Données personnelles

3.1 Réglementation applicable

Dans le cadre du présent marché, le GIP FCIP et le titulaire s'engagent à respecter leurs obligations, respectivement en leur qualité de Responsable de Traitement et de Sous-traitant telles que prévues :

- par la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, telle que modifiée le 6 août 2004, le cas échéant mise à jour, ainsi que le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques

à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données abrogeant la directive 95/46/CE ;

- en toute hypothèse et, le cas échéant, par les lois locales susceptibles d'affecter et de s'appliquer aux données personnelles en fonction du lieu d'hébergement desdites données personnelles ;
- les textes et décisions émanant d'autorités administratives indépendantes et notamment ceux de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) ;
- la jurisprudence émanant des tribunaux nationaux et communautaires applicable en matière de données personnelles.

(ci-après la « Réglementation concernant les Données personnelles »).

3.2. Description du traitement faisant l'objet de la sous-traitance :

Dans le cadre du présent marché, le GIP FCIP confie au titulaire le(s) traitement(s) ayant les caractéristiques suivantes :

Traitement	Objet	Finalité	Base légale	Durée	Type de données à caractère personnel	Catégories de destinataires	Rôle du titulaire
Gestion des parcours de VAE	Gestion opérationnelle et administrative des parcours de validation des acquis de l'expérience dans le cadre des prestations confiées au titulaire du marché public.	Accompagnement méthodologique via l'aide à la rédaction du dossier d'expérience, Préparation au jury, Suivi du planning d'accompagnement, Recueil de l'assiduité, Transmission de la date prévisionnelle et réelle de dépôt, Traçabilité du parcours	Article 6, §1, b) RGPD : exécution d'un contrat (prestations d'accompagnement VAE),	Les données sont conservées en base active pendant la durée du parcours de validation des acquis de l'expérience, augmentée d'un an. Elles sont ensuite versées en archivage intermédiaire pour une durée correspondant aux obligations de conservation liées au financement par des fonds européens, notamment aux fins de contrôle et d'audit, soit jusqu'à dix ans à compter du paiement final. À l'issue, les données sont supprimées ou anonymisées.	Date de la demande de validation, diplôme, titre ou certificat de validation concerné, expériences professionnelles soumises à validation, validation (oui/non), date de la décision.	<p>🕒 Services internes du titulaire strictement habilités,</p> <p>🕒 Services compétents du pouvoir adjudicateur,</p> <p>🕒 Organismes certificateurs ou jurys VAE, dans la limite des besoins strictement nécessaires.</p>	Le titulaire traite les données pour le compte du pouvoir adjudicateur, sur instruction documentée de ce dernier, n'en détermine ni les modalités ni les moyens essentiels.

3.3. Obligations du sous-traitant vis-à-vis du responsable de traitement et droits des personnes concernées :

Le titulaire s'engage à communiquer au GIP FCIP, à première demande de ce dernier, des documents relatifs à la politique informatique et libertés en vigueur au sein de sa société pour ce qui relève des informations n'ayant pas vocation à rester confidentielles.

Dans le cas où le titulaire ne disposerait pas d'une politique informatique et libertés, il s'engage à en établir une et à la communiquer au GIP FCIP au plus tard dans les quinze (15) jours suivant la notification du marché. Parallèlement, le titulaire s'engage à mettre en œuvre les programmes de formation et de sensibilisation relatifs à la protection de la vie privée et des données personnelles à destination de ses salariés et sous-traitants au sens de la Loi Informatique et Libertés ayant accès en permanence ou régulièrement aux données personnelles.

Par ailleurs, en application de la Réglementation concernant les données personnelles et dans le cadre du présent marché, les parties reconnaissent, en ce qui concerne l'ensemble des données personnelles qui sont traitées par le titulaire aux fins de réalisation des prestations, qu'il appartient au GIP FCIP seul, de déterminer la manière (incluant les moyens) et les finalités pour lesquelles ces données personnelles seront traitées par le titulaire ; le GIP FCIP agit en qualité de Responsable de Traitement ; et le titulaire agit en qualité de Sous-traitant.

Lorsque, dans le cadre du présent marché, le titulaire est amené à traiter des données personnelles pour le compte du GIP FCIP en qualité de sous-traitant, le titulaire s'engage à :

- (a) traiter lesdites données personnelles uniquement sur la base d'Instructions du GIP FCIP et dans la mesure raisonnablement nécessaire ou appropriée pour l'exécution du présent marché ;
- (b) ne pas divulguer ces données personnelles excepté dans les conditions prévues au présent marché ou sous réserve du consentement écrit du GIP FCIP ;
- (c) ne pas vendre, céder, louer ou exploiter commercialement ces données personnelles ;
- (d) mettre en place les mesures organisationnelles et techniques indiquées par le GIP FCIP à l'article 3.4 ci-après afin d'assurer la protection des données personnelles contre toute destruction accidentelle ou illicite, toute perte fortuite, altération, accès ou divulgation non autorisée ainsi que contre toute forme de traitement illicite ; étant entendu que si ces mesures nécessitent des investissements de la part du titulaire, ces derniers seront pris en charge par le GIP FCIP pour autant que ces investissements ne relèvent pas d'une mise en conformité du titulaire en tant que sous-traitant, à la loi ou réglementation applicable en matière de protection des données personnelles ;
- (e) supprimer ou modifier à première demande du GIP FCIP à bref délai et en tout état de cause dans un délai de 15 jours calendaires maximum, les données personnelles identifiées par le GIP FCIP ;
- (f) ne pas effectuer d'études statistiques sur les données personnelles ou de traitement sans l'accord préalable du GIP FCIP pour chaque type d'étude ;
- (g) fournir à première demande un certificat de suppression des données personnelles au GIP FCIP ;
- (h) notifier immédiatement toute modification ou changement pouvant impacter le traitement des données personnelles ;

- (i) respecter la durée de conservation des données personnelles au regard des finalités pour lesquelles elles ont été collectées ou transmises et à supprimer les données personnelles à expiration de la durée de conservation ;
- (j) à coopérer avec le GIP FCIP pour envisager les hypothèses dans lesquelles la pseudonymisation et le chiffrement des données personnelles pourrait être appropriée pour l'ensemble des phases ;
- (k) à mettre à disposition du GIP FCIP les informations nécessaires pour démontrer le respect de ses obligations prévues à la présente annexe et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le GIP FCIP ou un autre auditeur qu'il a mandaté ;
- (l) à renvoyer ou à supprimer, dans un délai de 15 jours à compter de la fin du marché, et selon la préférence du GIP FCIP l'intégralité des données personnelles qui lui a été confiée par le GIP FCIP et ce quelle que soit la raison pour laquelle le marché prend fin. Le cas échéant, le renvoi de toutes les données à caractère personnel s'effectue auprès du responsable de traitement ou auprès du sous-traitant désigné par le responsable de traitement. Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire. Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction ;
- (m) à respecter les droits d'accès, de rectification, d'opposition, de portabilité et de suppression et le droit à la limitation du traitement ainsi que le droit des personnes concernées, de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée y compris le profilage. Dès lors, si une personne dont les données personnelles ont été traitées dans le cadre du présent marché devait contacter directement le titulaire pour exercer son droit d'accès, de rectification, de portabilité des données, de suppression et/ou d'opposition, ce dernier communiquera au GIP FCIP dans un délai de trois (3) jours ouvrés, à l'adresse mail qui lui sera communiquée après la notification du marché, les demandes d'exercice de ces droits qui lui seront parvenues et coopère avec le GIP FCIP. Le titulaire ne fera droit à ces demandes que sur instruction écrite du GIP FCIP à cette fin ;
- (n) Le titulaire s'interdit par ailleurs :
 - la consultation, le traitement de données personnelles autres que celles concernées par le présent marché et ce, même si l'accès à ces données est techniquement possible ;
 - de prendre copie ou de stocker, quelles qu'en soit la forme et la finalité, tout ou partie des données personnelles qui lui ont été transmises ou qu'il a collectées au cours de l'exécution du marché en dehors de l'exécution du présent Marché ;
 - de divulguer, sous quelque forme que ce soit, tout ou partie des données personnelles à des tiers, sauf dans le cadre d'instructions formalisées par écrit du GIP FCIP.
- (o) Délégué à la protection des données (DPO) :

Le titulaire communique au GIP FCIP au plus tard au début de la Mission 1 « Initialisation du marché », le nom et les coordonnées de son DPO, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du RGPD.

3.4. Sécurité des données personnelles

Le titulaire s'engage à assurer la sécurité et la confidentialité des données personnelles qui lui sont communiquées et auxquelles il pourrait avoir accès sur son environnement (Poste de travail par exemple). Les dispositions du présent article 3.4 visent expressément les mesures associées à un accès aux données personnelles sur le ou les systèmes d'information du titulaire.

A ce titre, le titulaire s'engage à mettre en place des mesures de sécurité organisationnelles ainsi que des mesures de sécurité techniques appropriées pour préserver la sécurité et l'intégrité des données personnelles et les protéger contre toute déformation, altération, destruction fortuite ou illicite, endommagement, perte, divulgation ou accès à des tiers non autorisés, telles que décrites dans les sous-paragraphes (a) et (b) ci-dessous.

Le titulaire s'engage à maintenir ces mesures et moyens pour toute la durée du marché et à défaut, à en informer immédiatement le GIP FCIP.

En tout état de cause, le titulaire s'engage, en cas de changement des moyens visant à assurer la sécurité, l'intégrité et la confidentialité des données personnelles, à les remplacer par des moyens équivalents ou d'une performance supérieure.

(a) Mesures de sécurité organisationnelles

Le titulaire s'engage à mettre en place a minima les mesures de sécurité organisationnelles suivantes :

- présence d'une politique d'habilitations individuelles et de sécurité appropriées pour restreindre l'accès aux données personnelles aux seules personnes qui ont à en connaître ;
- mise en place d'un engagement de confidentialité visant à ce que les personnes autorisées à traiter les données personnelles soient soumises à une obligation de confidentialité étant entendu que cette obligation peut être prise par le biais du contrat de travail de la personne concernée;
- élaboration de mesures restrictives d'accès aux données personnelles permettant de s'assurer que les personnes habilitées à utiliser le système de traitement de données personnelles ne puissent accéder qu'aux Données personnelles auxquelles elles sont habilitées à accéder conformément à leurs droits d'accès et que, dans le cadre du traitement et de l'utilisation après stockage, les données personnelles ne puissent être lues, copiées, modifiées ou supprimées sans autorisation ;
- mise en place de mesures pour empêcher le transfert des données personnelles à toute personne/entité non autorisée ;
- mise en place de campagnes de sensibilisation des utilisateurs des applications à la sécurité et à la confidentialité des données, notamment au moyen de procédures internes, chartes, engagements de confidentialité, etc. notamment via l'espace d'information et de collaboration que le titulaire aura mis en place conformément au CCAP.

(b) Mesures de sécurité techniques

De manière générale, il est formellement interdit au titulaire de faire transiter des données personnelles sans que le canal de communication de celles-ci soit sécurisé ou sans que les Données personnelles soient chiffrées, étant entendu que le titulaire utilisera exclusivement les moyens mis à la disposition du GIP FCIP pour accéder aux données personnelles.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à ce que les mesures de sécurité techniques mises en place répondent *a minima* aux exigences suivantes :

- mise en place d'outils permettant de s'assurer que les données personnelles ne peuvent être lues, copiées, modifiées ou supprimées sans autorisation au cours de leur transfert électronique, de leur transport ou de leur stockage, et que les entités destinataires de tout transfert de données personnelles via les installations servant au transfert de données peuvent être identifiées et vérifiées ;
- mise en place de contrôles permettant de s'assurer que les données personnelles sont protégées contre les destructions ou les pertes accidentelles ;
- mise en place de mesures permettant de veiller à ce que les données personnelles fournies par le GIP FCIP puissent être traitées distinctement des données personnelles de ses autres clients en utilisant des séparations logiques ;

- mesures sécurisées d'authentification pour l'accès à ses équipements ;
- mesures de sécurisation physique des locaux, du réseau interne, des matériels, des serveurs et des applications ;
- en tout état de cause, assurer les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ainsi que les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- engager une procédure visant à tester, à analyser et évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles afin d'assurer la sécurité du traitement.

3.5. Transfert de données personnelles en dehors de l'Union Européenne

Les parties reconnaissent que l'exécution des prestations selon les modalités envisagées par le titulaire implique des transferts internationaux de données personnelles. A cet égard, les parties ont convenu de respecter la procédure suivante :

- (a) Tout transfert de données personnelles en dehors de l'Union Européenne ne pourra avoir lieu qu'après autorisation écrite du GIP FCIP. Toute modification de flux ou de territoire de transfert en dehors de l'Union Européenne requiert également l'autorisation écrite du GIP FCIP.
- (b) Tout transfert de données personnelles en dehors de l'Union Européenne ne peut avoir lieu que conformément aux dispositions des articles 44, 45 et 46 du RGPD.

3.6. Sous-traitance ultérieure

Dans le cas où le GIP FCIP aurait autorisé par écrit, expressément et préalablement, le titulaire à sous-traiter les prestations objets du présent marché, le titulaire s'oblige à :

- (a) signer un contrat écrit avec son sous-traitant, lequel fera expressément référence aux présentes et mettra à la charge du sous-traitant des obligations identiques à celles contenues à la présente annexe et qui lui incombent ; le titulaire s'engage à communiquer à ses sociétés affiliées l'ensemble de leurs obligations résultant de la présente annexe ;
- (b) mettre à la charge de son sous-traitant toutes obligations incombant au Sous-traitant définies dans la présente annexe pour que soient respectées la confidentialité, la sécurité et l'intégrité des données personnelles, et pour que lesdites données personnelles ne puissent être ni cédées ou louées à un tiers à titre gratuit ou non, ni utilisées à d'autres fins que celles définies au marché ;
- (c) le cas échéant, communiquer au GIP FCIP une copie du contrat de sous-traitance ainsi signé ou, à défaut, une description des obligations relatives à la protection des données personnelles mises à la charge du sous-traitant, étant entendu que le titulaire est autorisé à retirer du contrat toute information confidentielle n'étant pas en rapport avec les données personnelles ;
- (d) informer le GIP FCIP de tout projet de modification des dispositions du contrat signé et/ou des obligations relatives à la protection des données personnelles mises à la charge du sous-traitant ;
- (e) Le titulaire est et demeure pleinement responsable devant le GIP FCIP de l'exécution par ses sous-traitants de leurs obligations en matière de protection des données personnelles ;
- (f) En cas de sous-traitance ultérieure, le GIP FCIP se réserve le droit de procéder à toutes vérifications qui lui paraîtraient utiles pour constater le respect par le titulaire des obligations

précitées, et notamment au moyen d'audits. Le titulaire s'engage à répondre aux demandes d'audit du GIP FCIP effectuées par lui-même ou par un tiers de confiance qu'il aura sélectionné et missionné à cette fin. Les audits doivent permettre une analyse du respect par le titulaire des termes de la présente annexe et des dispositions applicables en matière de protection des données personnelles, notamment de s'assurer que des mesures de sécurité et de confidentialité adéquates sont mises en œuvre, qu'elles ne peuvent pas être contournées sans que cela ne soit détecté et que, dans une telle hypothèse ou dans toute autre hypothèse de survenance d'une faille de sécurité, une procédure de notification et de traitement est mise en œuvre par le prestataire pour y remédier sans délai ;

- (g) Le titulaire tient à jour une liste des sous-traitants auquel il fait appel dans le cadre du marché qu'il maintient à disposition du GIP FCIP et lui communique à première demande de ce dernier ;
- (h) Le titulaire, en cas de sous-traitance ultérieure autorisée, informera également le GIP FCIP de toute modification prévue concernant l'ajout ou le remplacement de sous-traitants et s'engage à informer et à signer un contrat écrit avec tout nouveau sous-traitant comme indiqué au (a) ci-dessus.

4. Notification d'incidents/faille de sécurité

- (a) Un incident de sécurité (ci-après désigné « Incident ») s'entend comme une violation de la sécurité entraînant, de manière accidentelle ou illicite, la destruction, la perte, l'altération, la divulgation non autorisée à des tiers de données personnelles transmises, conservées ou traitées d'une autre manière, ou l'accès non autorisé à de telles données.
- (b) Le titulaire s'engage à notifier dès qu'il en a connaissance, et dans un délai maximum de 24h au GIP FCIP et en particulier à rgpd.gip@ac-lille.fr comme point de contact (les coordonnées seront communiquées au titulaire dans les meilleurs délais après la notification du marché), tout incident entraînant accidentellement ou de manière illicite la perte, l'altération, la divulgation ou l'accès non autorisé à des données personnelles faisant l'objet du traitement.
- (c) Cette notification doit préciser :
 - la nature et, si elles sont connues, les conséquences probables de l'incident,
 - les mesures déjà prises par titulaire ou celles qui sont proposées pour y remédier dans la mesure où elles relèvent de sa responsabilité ;
 - les personnes auprès desquelles des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
 - lorsque cela est possible, une estimation du nombre de personnes susceptibles d'être impactées par l'Incident.
- (d) Dès qu'il est informé d'un incident dont il est à l'origine, le titulaire procède à toutes investigations utiles sur les manquements aux règles de protection afin d'y remédier dans un délai aussi rapide que possible et de faire en sorte d'en diminuer l'impact pour les personnes concernées.
- (e) Le titulaire s'engage à informer le GIP FCIP de ses investigations et ce de manière régulière.
- (f) Les parties s'engagent à collaborer activement pour qu'elles soient en mesure de répondre à leurs obligations réglementaires et contractuelles.
- (g) Il revient au GIP FCIP en tant que responsable du traitement, de notifier cette violation de données personnelles à l'autorité de contrôle compétente ainsi que, le cas échéant, à la personne concernée dans un délai approprié et après en avoir pris connaissance.

5. Coopération avec les autorités de contrôle

En cas de contrôle d'une autorité compétente en relation avec les données personnelles traitées dans le cadre du présent marché, les parties s'engagent à coopérer entre elles et avec l'autorité de contrôle.

Dans le cas où le contrôle mené ne concerne que les traitements mis en œuvre par le titulaire en tant que responsable du traitement, le titulaire fait son affaire d'un tel contrôle et s'interdit de communiquer ou de faire état des données personnelles du GIP FCIP.

Dans le cas où le contrôle mené chez le titulaire concerne les traitements mis en œuvre au nom et pour le compte du GIP FCIP, le titulaire s'engage à en informer immédiatement ce dernier, dans la mesure permise par la loi, et à ne prendre aucun engagement pour lui.

En cas de contrôle d'une autorité compétente au GIP FCIP portant notamment sur les prestations réalisées par le titulaire, ce dernier s'engage à coopérer avec le GIP FCIP et à lui fournir toute information demandée dont il pourrait avoir besoin ou qui s'avérerait nécessaire.

6. Obligations particulières du sous-traitant

Dans la mesure où le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données abrogeant la directive 95/46/CE (le « Règlement ») est en vigueur à la date de notification du présent Marché, le titulaire s'engage, à revenir vers le GIP FCIP au plus tard dans les quinze (15) jours suivant la notification du marché, concernant les points clés suivants du Règlement :

- Tenue du registre :

Le titulaire, en tant que sous-traitant du GIP FCIP, s'engage à tenir un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable du traitement, conformément au RGPD et comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement ;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
 - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
 - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
 - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
 - une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

- Analyse d'impact (Privacy Impact Assessment – PIA) :

Conformément à l'article 28.3 du RGPD, le titulaire s'engage à collaborer avec le GIP FCIP pour permettre à celui-ci de réaliser toute analyse d'impact conformément à l'article 35 du RGPD, que ce dernier décidera de mener afin d'évaluer la probabilité et la gravité des risques inhérents à un traitement de données personnelles, compte tenu de sa nature, de sa portée, de son contexte, de ses finalités et des sources du risque. Le titulaire assiste le GIP FCIP efficacement afin que cette analyse puisse comporter obligatoirement les éléments suivants :

- une description systématique des opérations de traitement envisagées et les finalités du traitement, y compris, le cas échéant, l'intérêt légitime poursuivi par le responsable du traitement ;

- une évaluation de la nécessité et de la proportionnalité des opérations de traitement au regard des finalités ;
- une évaluation des risques sur les droits et libertés des personnes concernées et ;
- les mesures envisagées pour faire face aux risques, y compris les garanties, mesures et mécanismes de sécurité visant à assurer la protection des données à caractère personnel et à apporter la preuve du respect du règlement.

- **Code de conduite / Certification:**

Le titulaire fera ses meilleurs efforts pour appliquer un code de conduite approuvé au titre du RGPD ou pour obtenir une certification.

Toute demande ou question afférente à l'application du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) devra être adressée exclusivement à la Cheffe du Département d'Appui Juridique, à l'adresse suivante : daj.gip@ac-lille.fr